

# ECONOMIES ET SOCIÉTÉS

« DÉVELOPPEMENT, CROISSANCE ET PROGRÈS »

LA DIFFÉRENCIATION DES RÉGIMES  
DE CROISSANCE

N° 6/1995



## ÉCONOMIES ET SOCIÉTÉS

CAHIERS DE L'ISMÉA

Revue fondée en 1944 par François Perroux

### Comité de Direction

Henri Bartoli (*Université Paris I*), Gérard de Bernis, Président de l'ISMÉA (*Université Pierre Mendès France - Grenoble II*), Christian de Boissieu (*Université Paris I*), Rolande Borrelly (*Université Pierre Mendès France - Grenoble II*), Hubert Brochier (*Université Paris I*), Paul Chanier (*Université de Nice*), Jean-Marie Chevalier (*Université Paris IX - Dauphine*), Jean Coussy (*EHESS*), Renato Di Ruzza (*Université Nouvelle de Marne-la-Vallée*), Bernard Ducros (*Université Paris I*), Daniel Dufourt (*Université Lumière - Lyon II*), Pierre Duharcourt (*Université Nouvelle de Marne-la-Vallée*), Bernard Gerbier (*Université Pierre Mendès France - Grenoble II*), Jérôme Lallement (*Université Paris I*), André Larceneux (*Université de Besançon*), Marie Lavigne (*Université de Pau et des Pays de l'Adour*), Christian Lebas (*Université Lumière - Lyon II*), Jacques Léonard (*Université de Poitiers*), Louis Malassis (*Université de Montpellier*), Claude Ménard (*Université Paris I*), Alain Parquez (*Université de Besançon*), Pierre Pascallon (*Université de Clermont-Ferrand*), Maximilien Rubel (*CNRS*), Henri Savall (*Université Lumière - Lyon II*), Jean-Claude Toutain (*CNRS*), Robert Vallée (*Université de Paris-Nord*), Jean Weiller (*Université Paris I*).

### Secrétariat de la revue

ISMÉA, 14, rue Corvisart, 75013 Paris.  
Tél. : 44 08 51 42 – Fax : 44 08 51 34.

### Directeur de la Publication

Gérard de Bernis, Président de l'ISMÉA

### Administration – Abonnements – Diffusion

Presses Universitaires de Grenoble (PUG), BP 47,  
38040 Grenoble cedex 9 – Tél. 76 82 56 51 – Fax : 76 82 56 54

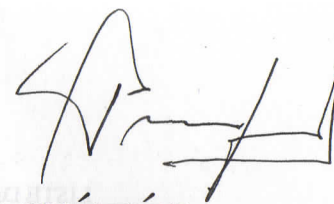
Abonnement pour l'année 1995 à « Économies et Sociétés »  
(12 numéros) :

France : 1 250 F (TTC).

Étranger : 1 350 F (port avion 210 F en sus).

Pour les numéros publiés avant 1968, s'adresser à Kraus Reprint,  
Millwood, New York, 10546 USA.

Imprimerie Lienhart, F-07200 Aubenas.



## ÉCONOMIES ET SOCIÉTÉS

# LA DIFFÉRENCIATION DES RÉGIMES DE CROISSANCE

UNE ANALYSE DE LA LONGUE PÉRIODE

Réseau HOST

Alger, Antananarivo, Bangkok, Cotonou,  
Istanbul, La Paz, Hanoi, Montpellier  
(Décembre 1994)

Cahiers de l'ISMÉA

Série Développement, croissance et progrès

F. n°34

Juin 1995

LISTE DES ADRESSES PROFESSIONNELLES  
DES AUTEURS

Anselme ADEGBIDI	DESR – FSA/UNB, BP 526, Cotonou – Bénin
Valentin AGBO	DESR – FSA/UNB, BP 526, Cotonou – Bénin
H. AIT AMARA	IAM, 3191, route de Mende 34033 Montpellier cedex 1 – France
Joachim d'ALMEIDA	DESR – FSA/UNB, BP 526, Cotonou – Bénin
Loth ASSOGBA	FASJEP/UNB, BP 526, Cotonou – Bénin
Gauthier BIAOU	DESR – FSA/UNB, BP 526, Cotonou – Bénin
Pascal BYÉ	INRA, 2 place Viala 34060 Montpellier cedex 1 – France
Voradidh CHAROENLOET	Faculty of Economics, Chulalongkorn University Bangkok 10330 – Thaïlande
Louis K. FANOU	DESR – FSA/UNB, BP 526, Cotonou – Bénin
Kanoksak KAEWTHAP	Faculty of Economics, Chulalongkorn University Bangkok 10330 – Thaïlande
Salgur KANÇAL	Institut français d'études anatoliennes Nuru Ziya sok. no. 22 80072 Beyogu – Istanbul – Turkey
Bui Huy KHOAT	Institut de l'Economie mondiale, Phuong Trung Liet Dong da, Hanoi – Vietnam
Ariel MEUNIER	INRA, 2 place Viala 34060 Montpellier cedex 1 – France
Alain MOUNIER	ORSTOM 106/6 Nimmanhem Road, Soi 7 – Chang Mai, 50200 – Thaïlande
José Antonio PERES	ILDIS – 12960 Edif. Torre de los Américos Bloque B, 2do Mezzanine, La Paz – Bolivia
Julio Prudencio BÖHRT	ILDIS – 12960 Edif. Torre de los Américos Bloque B, 2do Mezzanine, La Paz – Bolivia
Ramisandrazana RAKOTOARISEHENO	KARIBO, BP 1739, 101 Antananarivo – Madagascar
Roland RAMAHATRA	KARIBO, BP 1739, 101 Antananarivo – Madagascar
Jorge SCHVARZER	CISEA, Araoz 2838, (1425), Buenos Aires, Argentina

Réseau HOST\*

Editeur : P. Byé (INRA - France)

Comités éditoriaux :

*En langue espagnole* : J. Prudencio Böhr (IIDIS – Bolivie), J. Schvarzer (CISEA – Argentine)

*En langue anglaise* : B. Huy Khoat (IWE – Vietnam), K. Kaewthep (Chulalongkorn Un. – Thaïlande), V. Charoenloet (Chulalongkorn Un. – Thaïlande)

*En langue portugaise* : E. Costa de Souza (FEE – Brésil), W. Schmidt (U.F. de Santa Catarina – Brésil)

*En langue française* : L. Fanou (FSA – Bénin), A. Meunier (INRA-France), A. Rosanvallon (IREP.d – France), R. Rakotoariseheno (Karibo – Madagascar)

\* Le réseau de recherche, intitulé « Histoire et observation des transformations sociales », dont le sigle sera HOST, s'appuie sur six équipes de recherche nationales et sur une équipe de coordination localisée en France. Ces équipes sont chacune constituées de chercheurs de haut niveau, impliqués dans l'enseignement universitaire, et de décideurs engagés dans les politiques et opérations de développement.

*Argentine* : Equipe organisée autour du Centro de Investigación sobre el Estado y la Administración (CISEA). Buenos Aires. Responsable : Jorge Schvarzer.

*Bolivie* : Equipe organisée autour de l'Instituto Latino-americano de Desarrollo y de Investigación Social (ILDIS). La Paz. Responsable : Julio Prudencio Böhr.

*Bénin* : Equipe organisée autour de la faculté des Sciences agronomiques de l'université du Bénin. Cotonou. Responsable : Gauthier Biaou.

*Madagascar* : Equipe organisée autour du Centre national de la recherche sur l'environnement du ministère de la Recherche et de l'université d'Antananarivo. Antananarivo. Responsable : Ramisandrazana Rakotoariseheno.

*Thaïlande* : Equipe organisée autour des universités de Chulalongkorn, de Thamassat et de Kasetsart. Bangkok. Responsable : Kanoksak Kaewthep.

*Vietnam* : Equipe organisée autour de l'Institute of World Economy du National Center for Social Sciences et de *Economic Problems Review*. Hanoi. Responsable : Bui Huy Khoat.

*France* : Equipe de coordination pluri-institutionnelle associant l'ORSTOM, l'INRA et l'Université. Responsables : Alain Mounier (ORSTOM – Bangkok), Pascal Byé (INRA – Montpellier), et André Rosanvallon (IREP-D – CNRS – Université Pierre Mendès France – Grenoble). Le secrétariat scientifique est assuré par Ariel Meunier (INRA). Des contacts élargissant le réseau à des équipes localisées en Algérie et en Turquie sont en cours.

## Avant-propos

Cette publication regroupe les premiers travaux du réseau HOST (Histoire et observation des transformations sociales), travaux destinés à revisiter les théories économiques et sociales du changement qui ont inspiré les stratégies de développement dans les pays du Sud durant ces trois dernières décennies<sup>1</sup>. Opposés aux approches trop uniformisantes qui inscrivent des stratégies de développement sans références explicites aux situations concrètes ou aux cheminements spécifiques, les articles proposés ici mettent l'accent sur la longue période et le repérage des variables et des processus de la singularité.

Les six équipes nationales à l'origine de ce réseau (Argentine et Bolivie; Thaïlande et Vietnam; Bénin et Madagascar) et les deux équipes qui sont en cours d'association (Algérie et Turquie) contribuent à renforcer avec cette série d'analyses monographiques leurs objectifs communs. Les auteurs de ces articles le font d'abord avec le souci de relier l'analyse historique, appréhendée au niveau international, aux analyses de terrain et aux observations locales souvent partielles et orientées sur l'action à court terme. Ils le font ensuite avec une volonté, face à la complexité et à la diversité du réel, d'impliquer dans ces recherches des acteurs sociaux «afin que soient évités à la fois l'académisme et l'activisme et réconciliés le temps de la connaissance et le temps de l'action» (HOST 1994)<sup>2</sup>.

A terme, la variété des trajectoires des pays participant au réseau HOST devrait permettre de saisir, par une approche historique et comparative, comment chaque pays est confronté aujourd'hui à la définition de politiques de développement singulières renvoyant à sa situation générale et à ses opportunités propres. Dans l'immédiat, on met l'accent sur deux aspects particuliers des régimes de croissance. On s'attache dans un premier temps à identifier les variables essentielles qui, sur la longue période, déterminent les relations *entre l'industrialisation et l'agriculture*. Pour les pays étudiés dans ce numéro, ces variables fondent, en effet, en grande partie les spécificités observées notamment en matière d'occupation de l'espace, de spécialisation, de transformation des emplois, de démarche d'apprentissage, d'esprit entrepreneurial ou de délocalisations industrielles. On

<sup>1</sup> Ces travaux s'inscrivent dans le cadre du programme «Gestion des transformations sociales» (Management of Social Transformations – MOST) soutenu par l'UNESCO. Ils participent plus précisément à la série des analyses à entreprendre sur «la gestion locale et régionale des transformations économiques, technologiques et environnementales». Le réseau a bénéficié, pour cette première réflexion exploratoire, de l'intérêt et du soutien constant d'Ali Kazancigil, secrétaire exécutif de MOST, et de Nadia Auriat, responsable du secrétariat. Les séminaires et réunions scientifiques du réseau n'auraient pas été possibles sans l'appui amical, logistique et financier de la Fondation pour le progrès de l'homme (FPH), l'université de Montpellier et l'Institut agronomique méditerranéen. Qu'ils en soient tous vivement remerciés.

<sup>2</sup> HOST – Programme de recherche (1995-1997). Les industrialisations nationales : une approche historique et comparative – Montpellier, octobre 1994.

cherche dans un deuxième temps à estimer le rôle joué par *l'environnement international* sur les mouvements de dynamisation mais aussi d'exclusion et de dépendance; à évaluer, en particulier, l'influence des échanges extérieurs sur les formes et les rythmes de l'industrialisation, les modèles de référence et les formes institutionnelles.

Ce numéro est composé de deux parties. La première partie regroupe les contributions sur l'Argentine et la Bolivie, la Thaïlande et le Vietnam. Ces contributions s'inscrivent dans la démarche présentée dans le paragraphe précédent. Elles se veulent d'emblée globales dans le décryptage des singularités nationales. Elles proposent de ce fait un fil conducteur pour appréhender les transformations des réalités sociales. En s'appuyant notamment sur une lecture de la transformation des relations agriculture-industrie, elles s'attachent à périodiser les régimes de croissance en identifiant clairement sur longue période la ou les variables qui expriment les singularités nationales : rente foncière pour l'Argentine, autonomie politique ou culturelle pour la Thaïlande, destruction au fil des impérialismes et des conflits de l'identité nationale vietnamienne, destruction des espaces géographiques et culturels boliviens.

A l'inverse des précédentes, les communications présentées dans la seconde partie insistent davantage sur l'analyse des moments ou des caractères particuliers des régimes de croissance. Ces moments ou ces caractères sont, en général, le produit de l'inscription de ces économies singulières dans l'économie du monde. Pour certains de leurs auteurs, les contributions sur la Turquie, le Bénin, Madagascar et l'Algérie ne constituent donc encore que des éléments pour des diagnostics globaux à construire. Les premières hypothèses d'identification des spécificités nationales révèlent cependant l'importance du contexte international dans les choix explicites d'un modèle de développement : choix d'un modèle d'accumulation autocentré fondé sur l'industrie lourde et la rente pétrolière pour l'Algérie des années soixante, mise en place d'un «capitalisme de rattrapage» après la promulgation dans les années vingt de la République turque, mais aussi dans les options plus implicites ou plus spontanées pour le Bénin ou pour Madagascar concernant la réhabilitation ou la redécouverte dans la crise économique générale de formes d'organisation traditionnelles, souvent qualifiées d'économie informelle. Ces derniers travaux d'identification devront être complétés pour passer du stade de la grille de lecture à celui des premiers diagnostics.

Sous la responsabilité de comités éditoriaux régionaux hispanophone, lusophone, francophone et anglophone qui décident de sa structure et de son contenu, ce numéro est actuellement traduit et diffusé en quatre langues. Certains des articles pourraient être inclus ultérieurement dans des revues nationales et bénéficier en étant traduits en un plus grand nombre de langues nationales d'un lectorat élargi. Cette démarche vise en effet à ouvrir l'audience des lecteurs à celles des acteurs du changement social : acteurs et décideurs des politiques de développement, et à susciter critiques, observations et suggestions sans lesquelles ce programme n'a pas de raison d'être.

Pascal Byé  
INRA, Montpellier

In *Economies et Sociétés*, Série Développement, croissance et progrès,  
F. n° 34, 6/1995, p. 7-17

## Introduction

Pascal Byé

INRA, Montpellier, France

Alain Mounier

ORSTOM, Bangkok, Thaïlande

L'histoire des théories du développement ne suit pas toujours pas à pas celle des faits que ces théories sont censées éclairer. Celles de l'auto-centrage prennent de l'ampleur dans un monde où les interdépendances ne cessent de montrer tous les jours la fragilité des «économies du repli» ou des modèles de croissance endogène, celles de la mondialisation perdurent dans des univers où nationalismes et particularismes semblent les contredire. Les modèles globaux demeurent trop souvent normatifs à court terme, peu convaincants sur le plan rétrospectif, chargés d'incertitudes sur le plan prospectif. C'est que, ignorant souvent les variables fondamentales propres à l'histoire de chaque société, ils apparaissent plus prompts à conceptualiser le global qu'à reconnaître les spécificités.

Leur nombre et leur ambition n'ont jamais paru en effet aussi grands. Modèles globaux, justifiés par les contraintes de la mondialisation, préconisent les équilibres utopistes et dévastateurs sur le plan social des politiques d'ajustement structurel ou les ambitions des protectionnismes raisonnés. Modèles sectoriels, modèles étapistes mettent en avant la dynamique d'une activité économique particulière susceptible d'entraîner le train du progrès dans des enchaînements vertueux d'échanges et de création d'emplois. Modèles régionaux ou sub-régionaux mettent l'accent sur les cohérences à défendre au niveau spatial. Modèles financiers et monétaires insistent moins sur les dichotomies entre la sphère de la production et celle de l'argent que sur la nécessité de mobiliser l'extrême volatilité de la seconde pour créer des richesses. Trop peu d'entre eux intègrent la dimension de l'histoire longue et la diversité des cultures.

Le monde, comme le souligne Huntington (Huntington 1994)<sup>1</sup>, «serait façonné dans une large mesure par les interactions de sept ou huit civilisations majeures, à savoir les civilisations occidentale, confucéenne, japonaise, islamique, hindouiste, slave-orthodoxe, latino-américaine et peut-être africaine». Pour être moins académique et moins economiciste, cette thèse de la régionalisation retrouvée introduit aussi à son tour, par d'autres biais, celle d'une autre explication universelle.

Il est temps, à notre sens, de revenir à l'observation rigoureuse des faits, de leur enchaînement et de leur déformation dans le temps, de leur permanence et de leur recomposition. C'est à cet exercice qu'est consacrée cette publication. Elle est la première étape d'un travail de longue haleine. Initié il y a bientôt dix-huit mois, il consiste à recourir à la longue période pour identifier les variables qui fondent le fonctionnement des modèles de croissance nationaux. Il ne s'agit pas cependant, à ce stade, de faire oeuvre d'historien. Il s'agit bien par contre de reconnaître à travers cet exercice les différentes épaisseurs du temps – temps du changement et temps du non-changement, moments de stabilisation et rythmes, rupture et évolution, progression et inertie – et donc de prendre du recul par rapport aux interprétations linéaristes, immédiates, automatiques, a-historiques des processus de développement.

Les huit communications présentées dans ce numéro réunissent les premiers éléments de ce diagnostic global sur des régimes de croissance particuliers. Sans prétendre encore à la confrontation des lectures que font les différents auteurs de ces histoires particulières, elles s'attachent d'abord à déterminer les principales composantes des régimes de croissance, en général, et la transformation des relations entre l'agriculture et l'industrie sur la longue période. Sortant du cadre national, elles cherchent à apprécier ensuite le degré d'autonomie ou de soumission de ces régimes à des contextes internationaux, porteurs d'interdépendance et de globalisation. Elles s'efforcent enfin de lier – ce qui est très souvent ignoré dans les théories du développement – développement économique et développement social.

<sup>1</sup> Selon Huntington, il y aurait six raisons principales à cela : 1) Les différences entre les civilisations sont plus fondamentales que les idéologies ou les régimes politiques. 2) Le monde devient de plus en plus petit et la proximité accentue les différences. 3) Les processus de modernisation économique et d'évolution sociale éloignent de l'identité nationale et rapprochent de l'identité culturelle. 4) C'est l'Occident qui, au sommet de sa puissance, agresse le plus cette identité et ce sont les élites non occidentales qui se révoltent le plus. 5) Il n'y a pas de mobilité culturelle... 6) Tandis que l'on parle partout de mondialisation, l'économie en fait se régionalise et structure l'appartenance à une civilisation dans de grands blocs. Ces propos de l'auteur sont rapportés par J. Daniel (Editorial *Le Nouvel Observateur*, 30 juin – 6 juillet 1994).

#### LES RÉGIMES DE CROISSANCE : LE POIDS DES RELATIONS AGRICULTURE-INDUSTRIE

Le premier objectif des communications présentées dans ce numéro est de caractériser les régimes de croissance sur une période suffisamment longue pour pouvoir saisir les caractéristiques de la période contemporaine. Dans la première partie de ce numéro, la réunion des informations qui vise à préciser «les formes-étapes», pour reprendre l'expression d'Alain Mounier, de la transformation sociale, confirme le rôle joué au fil des années par la production agricole. Tant en Thaïlande qu'en Argentine, en Bolivie qu'au Vietnam, l'état des relations agriculture-industrie marque profondément les transformations des systèmes sociaux.

Sur près d'un siècle et demi, la croissance thaïe (A. Mounier, K. Kaewthep, V. Charoenloet, *Formes et phases de l'industrialisation en Thaïlande dans une perspective historique*) se caractérise par l'affirmation d'une forte identité nationale épargnée par la colonisation, d'un nationalisme incontestable qui favorise les pouvoirs autoritaires : militaire ou monarchique. Malgré une ouverture marquée du Royaume depuis les années trente sur l'extérieur et l'affirmation sans ambiguïté ces dernières années d'un développement axé sur les échanges extérieurs, les pouvoirs publics manifestent toujours la volonté de garder la maîtrise d'une croissance où l'agriculture continue de jouer un double rôle : celui d'un formidable réservoir de main-d'œuvre qui explique le développement du rapport salarial, celui de la permanence de modèles d'organisation sociale héritée de la tradition paysanne. La contribution de l'agriculture à la croissance nationale ne peut donc être réduite à sa seule capacité à augmenter sa production ou sa productivité.

Jorge Schvarzer (J. Schvarzer, *Paradoxes du sous-développement argentin*) montre de son côté, en détaillant les rythmes de la croissance durant près de deux siècles, comment le pays demeure marqué par des structures foncières à dominante latifundiaire et orientées par l'exportation. Tandis que la culture argentine valorise largement la culture rurale, le développement industriel relativement précoce et largement induit par la croissance de la production exportable est fondé sur une main-d'œuvre salariée d'origine immigrée. Il n'y a pas, dès lors, de transformations sociales majeures des campagnes. Le développement industriel et urbain n'est pas une transition entre une société rurale et une société urbaine mais l'adjonction de la ville et de la campagne grâce à l'immigration. Dès le départ, l'industrie argentine tend à fonctionner avec une main-d'œuvre chère alors que les techniques et les moyens financiers susceptibles de substituer des machines à la main-d'œuvre sont peu développés. L'industrialisation chaotique du pays porte le sceau de cette désintégration sectorielle.

Et si, à certaines périodes de son histoire, l'industrie argentine semble parfois «décoller», l'opposition permanente des intérêts agricoles fondés sur l'exploitation de «la rente pampéenne» ramène le développement des activités manufacturières à de plus modestes proportions.

Avec des origines très différentes, les croissances boliviennes et vietnamiennes témoignent des effets de cette désarticulation agriculture-industrie. Julio Prudencio Böhr et José Antonio Peres (J. Prudencio Böhr et J.A. Peres – Bolivie : La configuration des régimes de croissance 1870-1994) montrent comment les difficultés croissantes rencontrées – notamment à partir des années soixante-dix – sur les marchés extérieurs par les activités minières compromettent la survivance d'une agriculture qui lui était étroitement associée. Le secteur agricole à dominante paysanne voit ses liens se rompre avec les mines et sa capacité à s'insérer dans les circuits monétaires diminuer brutalement. La colonisation des terres amazoniennes, visant notamment à décongestionner l'agriculture andine, favorise en fait la mise en place d'une industrie alimentaire tournée vers l'exportation. Elle vient ainsi concurrencer l'agriculture paysanne des hauts plateaux andins. Privée de débouchés, cette dernière se tourne vers la production de drogue et accélère sa migration vers les centres urbains. L'axe de développement nord-sud, bâti sur l'économie minière et latifundiaire, est remplacé par un axe est-ouest tiré par le fil ténu de l'exportation agro-alimentaire et de l'importation de biens de consommation pour les classes urbaines aisées.

Au Vietnam, l'influence du régime colonial, alliée aux conflits internationaux qui se sont succédé sur son sol pendant près de cinquante ans, a profondément perturbé les relations agriculture-industrie. Eclaté, remembré puis recomposé, l'espace national porte la marque de ces déchirements. Comme le note Bui Huy Khoat (Bui Huy Khoat : Principaux traits du processus de développement socio-économique vietnamien), la société actuelle hérite plus d'une structure économique, sociale et politique façonnée par la guerre que par les principes d'organisation et de stratégie économique socialistes. Les politiques d'ouverture et de réforme actuelles provoquent une accélération de la transition plus rapide au sud qu'au nord du pays. La forte croissance démographique, la reconstitution de l'économie paysanne et la privatisation de l'économie semblent aller de pair avec l'afflux des capitaux étrangers. Ces mouvements peuvent contribuer à la reconstitution d'un modèle de croissance très proche de celui emprunté par les pays de la zone. Mais cette transition accélérée risque aussi de remettre en cause les fondements de l'organisation socialiste et participer de la destruction rapide d'une agriculture trop

vite mobilisée et exposée aux contraintes d'une industrialisation et d'une internationalisation à «marche forcée».

#### CROISSANCES NATIONALES ET CONTRAINTES EXTÉRIEURES

Contrairement aux analyses globales figurant dans la première partie de cette publication, les analyses qui figurent dans la deuxième partie de ce numéro se veulent plus actuelles et plus finalisées. Elles recourent à une histoire moins périodisée pour tenter d'apporter une clé de lecture nouvelle à la situation contemporaine. Elles s'attachent à la lecture de moments particuliers des histoires nationales en insistant sur le poids des contraintes extérieures sur les options de développement. Ces contraintes apparaissent explicitement dans le choix des modèles retenus par l'Algérie ou la Turquie au moment de leur indépendance, plus implicitement dans le cas des pays africains que sont le Bénin ou Madagascar, pays qui ne se sont jamais vraiment affranchis des effets destructurants induits par les régimes coloniaux. Ces contraintes figuraient aussi, rappelons-le, dans les diagnostics globaux de la première partie : dans la croissance argentine où les auteurs signalaient la transition de l'agriculture rentière vers l'agro-exportation, dans celle de la Bolivie limitée dans ses stratégies minières par la concurrence internationale, dans celle de la Thaïlande délibérément tournée aujourd'hui vers un modèle tiré par les exportations.

Une lecture attentive de ces travaux montre notamment comment ces pays utilisent ou subissent dans leur histoire longue les crises économiques et les chocs mondiaux. A l'exemple de l'Argentine qui tirait parti de la période de la deuxième guerre mondiale mais, victime de ses inerties productives et sociales, n'avait pas su profiter de la forte croissance mondiale de l'après-guerre. A l'exemple encore de la Thaïlande qui n'ayant jamais été colonisée avait su adopter en son temps des mesures résolument protectionnistes avant d'apparaître aujourd'hui comme l'exemple à suivre en matière d'extraversion. L'observation de ces déphasages entre les trajectoires nationales et le contexte international, que l'on peut tirer de l'histoire longue de la Bolivie et de l'Argentine, de la Thaïlande et du Vietnam, ne peut être faite pour le moment sur la base des travaux réalisés en Turquie et en Algérie, au Bénin et à Madagascar.

Si ces quatre communications s'inscrivent bien dans le thème général du numéro : l'analyse de la différenciation des régimes de croissance, elles mettent d'emblée l'accent sur des aspects particuliers de cette différenciation : ceux qui consistent à préciser les limites et les contraintes

de la croissance endogène contemporaine par rapport à l'environnement international.

La lecture faite par H. Aït Amara (H. Aït Amara : La dynamique de la croissance à long terme de l'économie algérienne) de la situation actuelle de l'économie algérienne montre comment l'échec d'un modèle de développement fondé sur l'agriculture est «entré en crise dès les années trente». Elle montre aussi comment cet échec a conduit l'Algérie indépendante à tenter de lui substituer un modèle fondé sur l'industrialisation en s'appuyant sur la valorisation de la rente pétrolière et la construction d'une demande en expansion. Bénéficiant entre 1967 et 1984 d'un investissement soutenu généré par les exportations d'hydrocarbures et l'endettement externe, le mouvement ne serait jamais parvenu, cependant, à «s'auto-entretenir». La chute des prix des produits pétroliers, le poids croissant de la dette témoignent aujourd'hui des limites de ce choix. Dans les années quatre-vingt, les contraintes extérieures contribuent à la déstabilisation intérieure. Elles font apparaître les principales fragilités d'un modèle qui ne peut affronter seul une concurrence internationale exacerbée par la crise économique mondiale. Sur le plan intérieur, la dépendance de l'économie pour les biens d'équipement et les biens intermédiaires vient accuser l'insuffisance ou les réticences du capital national à financer la création des infrastructures productives, la faible densité des échanges interindustriels et les difficultés d'une économie paysanne incapable de participer à l'approvisionnement des villes. Le processus d'industrialisation semble actuellement sérieusement remis en cause, en particulier parce que les dépendances économiques et politiques de l'Algérie n'ont jamais été vraiment levées.

S. Kançal (S. Kançal : La longue marche de la Turquie vers la «Richesse des Nations») analyse comment les effets de la crise économique de 1929 met la Turquie moderne dans l'obligation du choix d'un modèle de développement. Préparé dès les années vingt par des réformes institutionnelles et culturelles, le «capitalisme de rattrapage d'Etat» apparaît comme l'un des premiers exemples de la stratégie de croissance tournée vers le marché domestique, de l'industrialisation substitutive aux importations, de l'économie mixte avec un secteur important d'entreprises publiques et de la régulation de l'économie par l'Etat. Maintenu jusqu'aux années quatre-vingt, le pouvoir de l'Etat est à peine ébranlé pendant la deuxième guerre mondiale. L'intervention militaire à partir des années soixante vient au contraire le renforcer. La philosophie «kémaliste» de la mobilisation de la société sous la direction de l'Etat, destinée à rattraper les retards accumulés, est réaffirmée. Ce n'est que dans les années quatre-vingt que les contraintes extérieures semblent obliger la Turquie à changer de cap. Sous la pression du FMI et de l'OCDE, le

nouveau programme économique mis en place vise à réduire les interventions directes de l'Etat dans l'économie et à laisser progressivement la répartition des ressources se faire par les mécanismes du marché. Après près de cinquante ans d'autonomie, la Turquie n'est-elle pas tout simplement rattrapée par les contraintes internationales? Dans son rôle de promoteur de l'économie de marché, l'Etat turc montre ses limites par rapport à une nouvelle et incontestable montée des interdépendances et de la globalisation.

Les deux notes de cadrage élaborées sous forme de première grille de lecture par les équipes du Bénin (Le Bénin : Entre production agricole et négoce international) et de Madagascar (La rémanence de la tradition dans la crise économique malgache) posent le problème de la singularité des régimes de croissance d'une manière très différente. Il s'agit moins pour les auteurs d'évaluer leurs capacités à l'utiliser pour le Bénin ou à s'y soustraire pour Madagascar en valorisant traditions, solidarités sociales ou cultures.

Le Bénin, pays aux multiples ethnies, aux frontières poreuses, n'a jamais été un pays replié sur lui-même. Son extrême perméabilité l'a conduit, à certains moments de son histoire, à tirer partie des instabilités mondiales au point de négliger parfois le développement de ses propres activités productives. Entre sa tradition agricole et son aptitude commerciale à utiliser les échanges internationaux ou transfrontaliers, le Bénin n'a pas pu ou su construire son infrastructure industrielle. Cette option l'a éloigné des schémas traditionnels du développement économique tout en provoquant une incontestable croissance matérielle.

Les difficultés économiques récentes qui compromettent la croissance économique malgache et conduisent la grande île à un état d'extrême pauvreté révèlent par contre la vitalité d'une économie informelle fonctionnant avec d'autres objectifs et d'autres finalités que l'économie standard. La description de ces réalités souvent occultées en période de forte croissance constitue l'objet des premières analyses conduites par l'équipe malgache. Mettant l'accent sur la période contemporaine, cette note de travail insiste davantage sur la dimension prise par cette économie souterraine que sur ses origines et son évolution. Modifiant les équilibres ville-campagne et la formation des prix, se diffusant partout où des systèmes plus formalisés ont échoué, l'économie informelle apparaît dès lors moins comme une alternative globale à des modèles de développement que comme la redécouverte de modes de fonctionnement en vigueur dans des économies préindustrielles.

En dépit des observations accumulées dans ces deux notes d'orientation, le travail de périodisation des régimes de croissance des écono-



mies africaines reste encore à faire pour montrer notamment : comment la croissance intérieure s'est articulée avec la croissance internationale; comment elle a pu en bénéficier ou plus souvent en subir les impacts négatifs; comment elle a encaissé ou subi en retour les effets des crises économiques et des ralentissements économiques mondiaux; comment les dépendances extérieures ont pu compromettre les efforts ou les politiques de développement nationaux; comment, enfin, les particularités ethniques ou culturelles ont permis de se mettre à l'écart des turbulences internationales.

#### VERS UNE APPROCHE COMPARATIVE DES DÉVELOPPEMENTS SOCIAUX

Les travaux réunis dans ce numéro n'autorisent pas encore un travail comparatif rigoureux portant point par point sur la transformation des relations intersectorielles, d'une part, ou sur celle des relations entre les formes de la croissance interne et l'environnement international, de l'autre. Ils confirment cependant, en mettant l'accent sur les singularités des régimes de croissance nationaux, que le développement économique est bien le résultat d'une double transformation : la transition entre une société agricole-rurale et une société industrielle-urbaine, d'une part, la transition entre le travail non salarié – agricole et artisanal, par exemple – et le travail salarié, de l'autre. En d'autres termes, chaque forme-étape du développement peut être associée à la nature et au rythme de ces transitions.

Caractériser chacune de ces étapes selon les périodes historiques et des contextes sociaux propres à chaque pays permet d'approfondir deux idées essentielles. La première est l'articulation entre les processus économiques et ceux plus complexes qui mettent en jeu les structures, les institutions, les valeurs et les symboliques sociales. La seconde est que les transformations sociales ne suivent pas de lois universelles comme le supposent trop souvent les théories économiques mais sont propres à chaque société, même si les sociétés s'influencent mutuellement au cours de l'histoire moderne. Juxtaposer les observations recueillies dans chaque lecture des trajectoires historiques et des transitions économiques nationales permet d'enrichir considérablement l'analyse des relations qui lient développement économique et transformations sociales. On peut illustrer les prémisses de cette approche comparative en se fondant sur les analyses présentées plus loin et en opposant en termes d'industrialisation, à titre d'exemple, l'apparent succès thaï à l'échec argentin.

L'Argentine se constitue comme un grand pays agricole avec une structure foncière à dominante latifundiaire et orientée à l'exportation

sur l'Europe. La culture argentine valorise largement la culture rurale. L'agriculture rythme à la fois l'activité et le développement urbain. Les grands propriétaires monopolisent le pouvoir politique et parviennent à imposer une économie soumise au pouvoir agricole. Le développement industriel est à l'origine largement fondé sur celui des industries de l'agro-fourriture et de la transformation-commercialisation des produits agricoles. Le recours à la main-d'œuvre immigrée s'avère nécessaire. Il n'implique pas en retour des transformations sociales majeures dans les campagnes. Le développement industriel et urbain n'est donc pas une transition entre une société rurale et une société urbaine mais l'adjonction de la ville à la campagne grâce à l'immigration.

Le prolétariat urbain d'origine européenne s'organise en fonction de ses propres valeurs : organisation ouvrière et revendications salariales, modèles de consommation propre aux sociétés dont il est issu. Le démarrage de l'industrie nationale tend à devoir fonctionner avec une main-d'œuvre chère alors que les techniques et les moyens financiers susceptibles de substituer des machines à cette main-d'œuvre sont peu développés. La crise de 1929 porte un coup d'arrêt fatal à la croissance industrielle sous le double effet de la crise agricole et du développement du protectionnisme et de la force du mouvement ouvrier. La montée du nationalisme, l'alliance entre les intérêts industriels et ouvriers face aux intérêts agricoles donne lieu à la montée du mouvement populiste qui promeut une politique de substitution des importations. Les succès initiaux remportés par l'industrie sont aussi à mettre à l'actif d'exportations dopées par la période de guerre et de l'immédiat après-guerre. Mais la politique de substitution des importations achoppe sur l'opposition croissante des intérêts agricoles libre-échangistes et industriels protectionnistes. Face à un marché intérieur étroit, l'Argentine rentre dans une crise économique, morale et politique dès les années soixante. Elle y demeurera près de vingt ans, redécouvrant alors – étonnant retour de l'histoire – les vertus d'une croissance toujours tirée par les exportations agricoles. La privatisation et la dérégulation brutale opérées ces dernières années rendent le processus de reprise extrêmement instable et aléatoire. L'Argentine n'a pas su intégrer son agriculture et son industrie. Elle subit périodiquement dès lors les difficultés rencontrées par l'une et l'autre de ces activités.

La Thaïlande est aussi un grand pays agricole mais dont les structures foncières sont celles de l'économie paysanne. Pays indépendant, elle exporte des biens agricoles vers les pays voisins. La construction de l'infrastructure industrielle – les chemins de fer – fait appel à la main-d'œuvre chinoise. Les Chinois sont salariés mais ils prennent également en charge progressivement le commerce intérieur des produits agricoles. Le mouvement d'industrialisation naît sous la conduite de l'Etat après

la crise de 1929. La révolution politique de 1932 (monarchie constitutionnelle) favorise la montée du nationalisme et conduit les militaires au pouvoir. Les classes dirigeantes et les classes moyennes s'accordent sur une stratégie de développement industriel financée par l'agriculture sous une forme substitutive d'importation. L'initiative privée prend peu à peu le pas sur l'initiative publique dans les années soixante. Le développement du salariat, beaucoup plus tardif qu'en Argentine et lié aux migrations rurales, prend une dimension significative. Les capitaux étrangers et une forte présence américaine liée à la guerre du Vietnam accélèrent le processus d'industrialisation. Dopée par ce conflit, l'industrie qui produit essentiellement des biens de consommation courants rencontre vite les limites du marché intérieur.

L'urbanisation s'accélère avec une large prédominance de Bangkok qui monopolise les emplois publics mais aussi privés dus en particulier aux délocalisations industrielles. L'industrie thaïe met à profit les atouts de la globalisation sans perdre les avantages particuliers de sa relation avec sa propre agriculture. Les salaires demeurent bas. La main-d'œuvre d'origine rurale ne parvient pas, en effet, à s'organiser parce qu'elle est souvent saisonnière. Elle hérite d'une culture bouddhique non conflictuelle et des relations sociales de nature clientéliste. La contrainte militaire contribue à l'élimination des mouvements syndicaux. Peu à peu, une certaine redistribution des gains de productivité sous forme de salaires permet à la main-d'œuvre de s'affranchir de relations exclusivement rurales. L'agriculture, avec le redéploiement des exportations agro-alimentaires, demeure cependant le principal secteur d'emploi avec un développement important de la pluri-activité. Les industries exportatrices tendent à se délocaliser dans les zones rurales. Celles qui fonctionnent selon un rapport salarial plus proche du rapport fordiste tendent à rester dans la zone de forte croissance industrielle de Bangkok et de ses environs. Déjà pourtant, et parallèlement, des capitaux thaïs vont s'investir en Chine et au Vietnam où ils rencontrent des marchés en forte expansion et une main-d'œuvre industrielle et bon marché.

La nature des structures agraires et la trajectoire historique de constitution de la main-d'œuvre salariée, particulière à chaque pays, semblent être parmi les principaux facteurs qui expliquent les difficultés ici et les succès de la transition là. Ces facteurs apparaissent déjà dans cette ébauche comparative qui lie développement économique et développement social. Leur analyse sur la longue période confirme que le développement économique n'est pas un phénomène linéaire et irréversible. Elle montre aussi que les structures foncières et la nature du rapport salarial sont étroitement liées dans les premières phases de la transition et que leur jeu combiné peut aussi bien conduire à des succès qu'à des échecs. L'émergence d'un

régime d'accumulation mondial qui déconnecte les lieux de production et de consommation donne à l'échange international une importance de tout premier plan dans les régimes d'accumulation nationaux. Il contribue à la dislocation des relations agriculture-industrie et, en accélérant la monétarisation de la reproduction de la force de travail, à éliminer les formes d'organisation et de solidarité propres à chaque culture, région et nation.

... ..

Paradise of ... ..

# I.

## DES RÉGIMES DE CROISSANCE SUR LONGUE PÉRIODE : ARGENTINE, BOLIVIE, THAÏLANDE, VIETNAM

... ..

**Bolivia:**

**La configuración de los regímenes de crecimiento  
(1870-1994)**

Julio Prudencio Böhrh, José Antonio Peres A.

Instituto Latinoamericano de Investigaciones Sociales,  
ILDIS, La Paz – Bolivia

*The increasing difficulties met – notably from the nineteen-seventies one – on foreign markets by the mining sector compromise the survival of an agriculture which was closely linked to it. The agricultural sector, of peasant character, has seen its ties with the mining industry broken while the colonization of Amazonian territory favours the development of large scale agriculture and a food industry based on transformation. The North-South development axis built around the mining and latifundium economy is replaced by a new East-West axis drawn by the tenuous thread of food industry exportation.*

*Les difficultés croissantes rencontrées – notamment à partir des années soixante-dix – sur les marchés extérieurs par les activités minières compromettent la survivance d'une agriculture qui lui était étroitement associée. Le secteur agricole à dominante paysanne voit ses liens se rompre avec les mines tandis que la colonisation des terres amazoniennes favorise la mise en place d'une grande agriculture et d'une industrie alimentaire de transformation. L'axe de développement nord-sud bâti autour de l'économie minière et latifundiaire est remplacé par un nouvel axe est-ouest tiré par le fil ténu de l'exportation agro-alimentaire.*

**Introducción**

El presente trabajo pretende señalar los ejes centrales para la realización de una investigación sobre el desarrollo histórico de Bolivia (los regímenes de crecimiento). Esta iniciativa se enmarca en una propuesta mayor de investigación comparada con el desarrollo de otros países

(Argentina, Benin, Madagascar, Tailandia y Viet Nam) que forman parte de la Red Internacional, Historia y Observación de las Transformaciones Sociales (HOST).

Es un trabajo inicial y preliminar que plantea ciertas hipótesis históricas que deberán ser ampliadas, verificadas y profundizadas posteriormente en el proceso de investigación propiamente dicho. La formulación de esta propuesta de investigación se ha basado en una revisión bibliográfica que estaba al alcance de la mano, por lo que no necesariamente se la puede considerar especializada ni detallada.

El trabajo pretende proponer una nueva lectura de la historia económica, sociocultural y política de Bolivia, haciendo énfasis en la identificación de las variables esenciales de las diferentes etapas de desarrollo que tuvo Bolivia, y en el grado de articulación de éstas tanto a nivel interno como a nivel internacional, considerando una serie de aspectos como los económicos, sociales, políticos, demográficos, espaciales y otros.

Bolivia es un país andino que tiene sus raíces históricas en importantes culturas precolombinas (Tiawanaku, imperio incaico, guaraníes, entre otras), que fue colonizado hace más de 500 años por los españoles y que nace a la vida independiente y republicana en 1825. Presenta una gran heterogeneidad y diversidad cultural y geográfica. En grosso modo se clasifica en las siguientes regiones: Altiplano (3.100-4.500 msnm), Valles (2.100-3.000 msnm) y Llanos (500-2.000 msnm), con importantes potencialidades en cuanto a recursos mineralógicos, agropecuarios, de hidrocarburos (petróleo y gas), forestales e hídricos. Su población actual es de alrededor de 6.5 millones de habitantes, mayoritariamente indígena.

Por las esenciales características económicas, socioculturales y políticas del país, y su forma de articulación con la economía mundial, se determinan cinco gruesas etapas de desarrollo. Cada una de ellas se caracteriza y define por tener específicas relaciones sociales de producción, cambios en la configuración del Estado y la sociedad civil, el desarrollo de distintos movimientos sociales y étnicos, por diferentes formas en la organización económica, diversas coyunturas políticas y distintos grados y modalidades de inserción y relacionamiento con el mercado internacional.

Las etapas "gruesas" del desarrollo del país, a partir de la segunda mitad del siglo XIX, pueden definirse en <sup>1</sup>:

1) El período de la explotación minera y la hegemonía oligárquica (1870-1933).

2) Período de la crisis y de la pre-revolución nacional (1933-1952).

<sup>1</sup> Hay que aclarar que las fechas de cada período no son estrictas sino aproximativas, abarcando a veces períodos precedentes y posteriores.

3) La revolución nacional y la sustitución de importaciones (1952-1971).

4) El período del endeudamiento externo y el auge de la exportación de materias primas (1971-1985).

5) El período del ajuste estructural: apertura al mercado externo y el libre mercado (1985-1993).

La hipótesis central de la investigación, con base en la periodización señalada, es que Bolivia ha basado su desarrollo a partir del sector minero principalmente y en menor medida en el sector de hidrocarburos (como actividades fundamentalmente extractivas), articulando de manera predominante a los demás sectores a dicho eje económico. Esta lógica ha significado una inserción del país en el mercado internacional como proveedor de materias primas y a la constitución, a nivel interno, de sectores sociales hegemónicos que han controlado el Estado boliviano para asegurar y consolidar sus intereses políticos, económicos y sociales, aspecto que ha generado significativas desigualdades sociales, con rasgos de discriminación social principalmente hacia la mayoritaria población indígena del país.

### **1. El período de la explotación minera y de la oligarquía minero-feudal (1870-1932)**

Este período de desarrollo comienza con la explotación de la plata y finaliza aproximadamente hacia 1932 cuando se inicia la guerra del Chaco entre Bolivia y el Paraguay.

En esta etapa de desarrollo se dan dos ciclos diferentes de explotación minera: la explotación de la plata que se inicia en realidad muchos años antes, es decir desde la llegada de los españoles, pero encuentra su apogeo en la vida republicana, hacia 1873 que es cuando mayores volúmenes de este mineral se exporta, decayendo pocos años después hacia 1880. Posteriormente está el período de la explotación del estaño, que abarca aproximadamente desde 1894 y se prolonga hasta 1932, que es cuando se ingresa en una crisis profunda por la crisis mundial de los años treinta (inflación, caída de los precios internacionales del metal y descenso de las exportaciones) y también por la guerra del Chaco (1932-1935).

Los diferentes datos y análisis históricos de ese período señalan que la mayoría de las exportaciones corresponden a los minerales (bismuto, cobre, antimonio, plomo, zinc, wolfram y principalmente el estaño), habiendo un crecimiento continuo sobre todo del bismuto (aunque los precios internacionales no favorecían a este mineral) y en menor proporción del estaño. Sobre éste último producto, la producción total de Bolivia en el contexto internacional cada vez adquirió más importancia. Mientras en

1900 producía solo 9.739 TM (12 % del total mundial), en 1910 aumentó a 23.130 (20 % del total mundial) y a 28.230 TM (23 %) en 1920. Diez años más tarde, Bolivia producía 38.723 TM, aunque porcentualmente se mantenía su participación mundial. Mediante esas exportaciones de materias primas brutas, Bolivia se integró al mercado mundial como país monoprodutor.

¿Qué significado interno nacional tuvo la integración de Bolivia a nivel internacional, como exportadora de esas materias primas? Una de las principales consecuencias fue que toda la sociedad civil girara en torno a las actividades mineras. De igual manera, la modernización de la estructura económica y las relaciones político-sociales fueron impulsadas por la oligarquía minera llamada comúnmente "la rosca minero-feudal", que, por otro lado, genera y profundiza grandes desigualdades en los ingresos económicos de la población.

La concentración de la explotación minera en tres grandes propietarios (los llamados barones del estaño) generó el monopolio del control de las exportaciones del país y también el control de la economía nacional. Los barones del estaño son el centro exclusivo del poder político, colocando y sacando a los diferentes gobernantes según sus propios intereses. Alrededor de sus centros de explotación minera se desarrollan los principales centros urbanos del país (Potosí en sus inicios y posteriormente los centros mineros de Oruro, principalmente Llallagua, Catavi y Siglo XX) al igual que la infraestructura del transporte (vías de comunicación, caminos, ferrocarriles, etc.).

Los ingresos económicos de los gobiernos están apoyados fundamentalmente en los recursos provenientes de las exportaciones mineras, los cuales representan entre el 47 % y 48 % (promedio) del total exportado en 1900-1915 (entre 37 y 45 millones de Bs), aumentando ese porcentaje al 73 %-77 % entre 1920-1930 (o sea entre 80 y 122 millones de Bs.) (E. Lopez 1955). De igual manera, el desarrollo de la agricultura y las haciendas (sistema de latifundios controlados por los terratenientes) gira sobre todo alrededor de los centros mineros, a los cuales había que abastecer de alimentos y materias primas. También la mano de obra que demandaba la explotación de las minas, provenía del campo, de las comunidades indígenas.

Para comprender mejor el funcionamiento de la sociedad boliviana, es necesario resaltar el papel que desempeña el país en el contexto internacional: Bolivia exporta minerales en bruto a países de Europa, como Inglaterra principalmente, para su correspondiente fundición y transformación. Bolivia desempeña así, junto a otros países como Malasia, I. Holandesas, Congo Belga, Nigeria y otros países, el papel de centro productor de materias primas baratas del mundo, contribuyendo al

proceso de industrialización mundial. Por otro lado, estas exportaciones de minerales financian las importaciones de bienes de consumo alimenticio (de países de América Latina como Chile y Perú) y también de maquinaria para los centros de explotación minera, la infraestructura vial (FFCC) y bienes de consumo suntuoso y manufacturados para la rosca minera. Así, en la medida en que se incrementan esas importaciones, se origina un déficit comercial en la balanza de pagos. Hasta 1925, las importaciones eran menores que las exportaciones, pero a partir de 1930 empieza a generarse un déficit por el aumento de las importaciones y la disminución de las exportaciones (se exporta por valor de 52 millones de Bs, en cambio en 1920 se exportó por valor de 156 millones de Bs), coincidente con la crisis mundial de 1929.

La mayoría de las divisas obtenidas por la exportación de los minerales no eran invertidas en el país sino exportadas a Europa, por lo que no se da en Bolivia un proceso de desarrollo industrial ni agroindustrial. En Bolivia solo se constituye un enclave minero y a ello responde la estructuración de la sociedad boliviana: una "rosca" propietaria de los centros de explotación minera, una clase social que servía a los intereses de la rosca y administraba sus bienes (abogados, políticos, militares, etc.), un reducido proletariado minero, los ciudadanos urbanos y sobre todo una gran masa de pobladores indígenas, que constituían la mayor parte de la población nacional, la misma que, en su gran mayoría, para su reproducción social dependía del régimen de la hacienda, bajo el sistema del "pongueaje".

Esa forma de constitución de la estructura socioeconómica y cultural del país hace que se originen una serie de contradicciones que dieron paso a transformaciones en la nación, hipótesis que serán analizadas y que deberán ser verificadas en el desarrollo de la investigación.

El desarrollo del país está más ligado a las explotaciones y exportaciones de los minerales que al desarrollo de otras actividades económicas internas. Asimismo, el desarrollo de la explotación minera permite el surgimiento de una clase social llamada la rosca minera, y también el surgimiento de un proletariado minero nacional. La primera con importancia desde inicios de siglo hasta la revolución nacional, y la segunda desde principios de los años '40 hasta 1985.

La creación de una infraestructura de comunicaciones cumple también una doble función, la de exportar minerales de los centros mineros y la de importar bienes de consumo duradero y no duradero. Esto a su vez ha significado el desarrollo de ciertas regiones y el aislamiento de otras, aspecto que ha incidido de manera gravitante en las posibilidades de una articulación e integración económica nacional.

Finalmente, hay que resaltar que tanto la explotación minera como la construcción de la infraestructura vial se asienta en la fuerza de trabajo indígena, población que constituía la mayoría del país y se ubicaba en las comunidades rurales. Sin embargo, esto no fue un impedimento para que hubiera una cierta migración de gente europea (yugoslavos, alemanes y españoles) principalmente, que atraída por el boom de la explotación minera, se asentara en las principales ciudades de Bolivia, algunos de ellos intentando trabajar en la explotación de los minerales, pero la mayoría dedicándose a actividades de servicios y comercio.

Respecto al desarrollo de la agricultura, este sector está compuesto por las haciendas y las comunidades indígenas, ambas asentadas en el altiplano y los valles, y por una extensa zona en el oriente del país, prácticamente aislada y con escasa población.

Las haciendas se caracterizaron por tener una producción destinada al autoconsumo y también para abastecer a las principales ciudades y centros mineros, apoyándose en las relaciones serviles de producción, comúnmente llamado el "pongueaje". Estas tuvieron un escaso desarrollo por la escasez de inversiones productivas. En cambio las comunidades indígenas originarias, ubicadas en el occidente del país, disponían de mano de obra barata cuya producción se destinaba exclusivamente para el auto consumo familiar, concentrando hasta dos tercios del total de la población boliviana.

En el oriente del país, a pesar de existir grandes extensiones de tierra aptas para la explotación agropecuaria, había un escaso desarrollo productivo porque era una zona no integrada en el desarrollo nacional, con escasa población. Solo había un cierto desarrollo en las regiones de la Chiquitanía, en comunidades de indígenas apoyadas en su desarrollo por los jesuitas (desde la época de las misiones jesuíticas), con una mayor vinculación con las regiones del Paraguay antes que con Bolivia, lo que por otro lado facilitaba las importaciones de bienes de consumo alimenticio.

En el noroeste del país (Beni y Pando), con los inicios de la explotación de la goma en 1860, la estructuración de algunas barracas en 1880 y su posterior auge entre 1900 y 1913, hubo una intensiva explotación del caucho. La importancia de la goma y su demanda deviene, en dicho período, por su aplicación industrial y fuerte demanda en Europa y Estados Unidos como material impermeable, en la industria del calzado y, luego, en la industria del automóvil. Esta actividad, por los precios elevados, originó una cierta época de bonanza y explotación de zonas como el Acre y amazonia boliviana que, de otra manera, no hubieran sido consideradas como zonas de importancia económica y geopolítica. A pesar de ello, la lejanía de esas regiones y la escasa vinculación con

el resto de la economía del país impidieron un mayor desarrollo de las potencialidades económicas y de la región.

En síntesis, la integración agrícola al comercio internacional es muy débil. Solo representa un porcentaje muy bajo del total exportado nacionalmente, ya que solo se exportan productos como el caucho y en menor medida la castaña.

En lo que se refiere al desarrollo de la industria nacional, este es muy incipiente ya que como se afirmó anteriormente, todo el capital generado por la explotación minera era exportado al exterior, no existiendo inversiones a nivel nacional. Solo existían algunas pequeñas empresas artesanales de manufacturas básicas, algunos molinos e industrias de bebidas. El desarrollo del sector industrial empresarial era muy incipiente. Una excepción puede ser hecha para el sector de hidrocarburos ya que inversiones de capital norteamericano iniciaron la explotación de petróleo (a partir de 1915) lo que por otro lado profundizó la dependencia del país hacia los capitales externos.

Finalmente, la estructura económica descrita anteriormente generó también una serie de efectos en los aspectos políticos y sociales del país: la conformación de un Super Estado minero; una fuerte dependencia de éste hacia los capitales extranjeros ubicados en la explotación de los minerales y el petróleo; una cierta influencia ideológica del nacional-socialismo alemán, el cual se traduce en la creación de varios centros de enseñanza educativa y en la participación de asesores alemanes en el ejército boliviano; y también en una revolución federal entre las corrientes ideológicas de los conservadores y liberales que terminan en el traslado de la sede de gobierno de Chuquisaca (ligada más a los intereses de los mineros de la plata) a La Paz, que ya empezaba a vincularse más con los intereses administrativos y comerciales de los puertos del Pacífico.

## 2. El período de la pre-revolución nacional

Este es un período en el cual se profundiza la crisis socio-económica que ya estaba atravesando Bolivia por la sobre-explotación minera, la dependencia del gobierno a los capitales extranjeros y el no control estatal de los principales centros de decisión económica.

El desenlace de la guerra del Chaco (originada por los intereses de las compañías petroleras internacionales ubicadas entre Bolivia y el Paraguay para controlar ciertas zonas supuestamente petrolíferas), la pérdida de un extenso territorio y la muerte de más de 30 000 combatientes, impactó fuertemente a la población boliviana y significó la toma de conciencia, sobre todo de la juventud, de que el país no estaba tan consolidado como se afirmaba y menos integrado, y que no constituía una nación como tal. A

lo anterior se sumaba la crisis de la depresión mundial, lo que hizo que el país tuviera serias dificultades económicas por la disminución del precio de las exportaciones, carencia de divisas, la inflación creciente, el aumento de la deuda externa y del costo de vida, sobretodo porque las utilidades de las exportaciones se transfieren al exterior. Todo lo anterior origina una toma de conciencia nacional expresada a través del nacimiento de los partidos de izquierda y los de esencia nacionalista revolucionaria, que luego tendrán vigencia política durante los próximos 50 años. También origina el sentimiento de nación que considera por igual a los indígenas, obreros y clases medias, y más importante política y socialmente, es el nacimiento de un proletariado minero nacional, como vanguardia política de la clase obrera boliviana.

En este período se vive una fuerte convulsión política ya que hay varios intentos de cambios de gobierno, entre civiles y militares de esencia nacionalista que inclusive lleva a realizar la nacionalización del petróleo, la constitución de logias militares como RADEPA, la anulación de las elecciones democráticas, la masacre de mineros en el centro minero de Catavi, etc., aspectos que van configurando lo que posteriormente generaría la revolución nacional.

En el plano económico, el modelo de crecimiento seguía fundado en la explotación minera (las exportaciones mineras proveían más de un tercio de los ingresos del gobierno y del PIB) y la diversificación de la oferta se basaba más en el incremento de las importaciones que en la producción nacional.

Entre los años comprendidos entre 1936 y 1940 se dió en el país una fuerte inflación monetaria por lo que el Estado dejó de percibir enormes cantidades de dinero por concepto de impuestos y otros, debido a un incremento del circulante. Se realizan emisiones inorgánicas de dinero creando serios problemas en la economía, en el comercio y en la industria (E. Lopez R. 1955, p. 127).

Por efectos de la segunda guerra mundial y la ocupación del Japón de ciertos países productores de estaño, Bolivia quedó como una de las pocas naciones productoras de estaño. En 1945, Bolivia abastecía prácticamente la mitad de la producción mundial, aunque la cantidad exportada era inferior a la de 1929, que era de 47.000 TM. Por otra parte, como los países consumidores implantaron un sistema de control y ahorro del estaño, esto ocasionó que en 1943 por ejemplo, solo usaran 97.000 TM de las 173.000 TM empleadas, lo que originó una caída en los precios del producto<sup>2</sup>, la acumulación de un stock (por parte de los Estados Unidos,

<sup>2</sup> El precio internacional era de 0.50 \$us/libra fina, pero para Bolivia se determinó un precio de 0.48 \$us/lb como su contribución a la democracia.

el cual hoy lo utiliza para manejar el mercado mundial del estaño) y una posterior caída en la producción.

Así, mientras los precios de los minerales exportados disminuían fuertemente (no solo del estaño sino también del oro, del azufre, cobre, antimonio y otros), las maquinarias importadas tenían una elevación pronunciada en sus precios, con negativas repercusiones en la industria nacional. Este intercambio desigual de bienes por los precios internacionales junto con el cambio diferencial de divisas que impuso el gobierno, el aumento de los créditos, las compras de oro y los empréstitos públicos, también originó un incremento en el circulante monetario, con emisiones inorgánicas continuas<sup>3</sup>.

Respecto a la industria nacional, ésta continuaba incipiente en su desarrollo, estructurada alrededor de las actividades mineras y centrada en pequeñas unidades de producción, casi artesanales, produciendo en pequeña escala, bienes de consumo no duradero (molinos de trigo, confección de fideos y galletas, panaderías, fábricas de conservas y embutidos, etc.), de cerveza y bebidas gaseosas, textiles, tabaco, productos químicos, industria del cuero (curtiembre y de calzados) industria de la madera y muebles, industria del cemento, cerámica y vidrios, industrias mecánicas y otras (CERES 1981, p. 88).

La mano de obra empleada en las principales industrias (textiles, harinas, cerveza, cigarrillos y cemento) aumentó de 2 727 a 4 981 entre 1935 y 1950 (CEPAL 1958, p. 128). Sin embargo, el crecimiento de la capacidad productiva de la industria fue lento durante este período. De acuerdo a ciertos estudios (CEPAL 1958, p. 110), la industria registrada ocupaba solo un quinto de la población empleada en actividades manufactureras, alrededor de 40 % de la misma corresponde a pequeñas industrias no registradas y cerca de la mitad trabaja en talleres artesanales, aspectos que darán inicio posterior al desarrollo del sector informal, el cual tendrá mayor impulso en los períodos posteriores, como se analizará más adelante.

Un último aspecto importante a resaltar en este período es el relativo al desarrollo de ciertas regiones tropicales del país. Antes de la década de los años 50, después de haberse terminado la construcción de algunos caminos provisionales, la región tropical de Cochabamba llamada El Chapare se volvió más atractiva siendo calificada como el país prometido o el país del futuro. La demanda creciente de productos como la coca, quinina, cacao, vainilla y otros estimuló el asentamiento de nuevos pobladores en esta región. Al impulso de este estímulo, en 1950 los

<sup>3</sup> Sólo entre 1942 y 1945, el incremento del circulante osciló entre 23 586 y 37 922 (promedio anual) veces más (E. Lopez R. 1955, p. 145).



latifundistas de Cochabamba trabajaron grandes áreas contratando peones en condiciones pésimas, por lo que muchos de ellos dejaron las haciendas y empezaron a cultivar pequeñas parcelas de tierra selva adentro. Fue el comienzo de la colonización espontánea y de la explotación del Chapare.

La población de migrantes aumentó rápidamente. La crisis de los años 50 y las épocas de sequía motivaron a los campesinos quechuas a emprender la búsqueda de mejores condiciones de vida, para lo cual escogieron la región del Chapare.

### 3. El período de la revolución nacional y la sustitución de las importaciones (1952-1971)

Este es un período de la historia nacional de grandes transformaciones económicas, sociales y políticas que atañen a toda la población boliviana ya que se efectúa la Revolución nacional que terminó con el dominio de la oligarquía minero feudal. Este período de la revolución nacional y de la sustitución de importaciones abarcó de 1952 a 1971 y puede ser clasificado en dos fases distintas.

La primera, la de la revolución nacional (1952) liderizada por el Movimiento Nacionalista Revolucionario (MNR), se caracterizó por una serie de medidas como la nacionalización de las minas,<sup>3)</sup> la distribución de las tierras (Reforma Agraria),<sup>3)</sup> la abolición del pongueaje a través del voto universal, una amplia participación popular y el rol protagónico del Estado en las principales actividades productivas de la economía nacional. De igual manera, hay que resaltar la creación de las milicias armadas de obreros fabriles, mineros y campesinos así como la reorganización del ejército nacional que había servido a los intereses de la rosca minero-feudal.

La orientación económica del gobierno fue la de buscar la industrialización rápida mediante el proceso de sustitución de importaciones. En ese sentido, se pone en ejecución un fuerte control de las divisas, se alienta la construcción de obras básicas y viales (carretera Cochabamba – Santa Cruz),<sup>6)</sup> se protege las actividades económicas y se promueve y alienta la diversificación productiva, fomentando el desarrollo de la agroindustria en Santa Cruz. De esa manera, se impulsa la producción de caña de azúcar, arroz, algodón, carnes, aceites, grasas comestibles y otros productos que hasta entonces el país se abastecía mediante las importaciones.

En estos años hubo una caída vertical de los precios internacionales, lo que redujo el ingreso de divisas y desencadenó un déficit en el presupuesto nacional<sup>4</sup> y en las cuentas nacionales. Para superar este

inconveniente, a finales del año 1956 se promulgó una serie de medidas económicas conocidas como el Plan de Estabilización Monetaria, que consistía en la restricción de la demanda, la liberalización de la economía, la eliminación de las subvenciones, la congelación de los sueldos y salarios, modificaciones en el tipo de cambio de la divisa norteamericana, reducción de créditos, supresión de los controles de precios y disminución del gasto público. La economía había ingresado a una etapa recesiva que afectaba a las actividades económicas, sobre todo a las industriales.

En este período también se caracteriza el fomento a la producción interna sustitutiva de las importaciones,<sup>3)</sup> la creación de agroindustrias estatales y la apertura de la frontera agrícola del oriente. En 1961 por ejemplo, se fundó el Consejo Nacional de Colonización para promover la migración interna, para lo cual contó con el financiamiento del Banco Interamericano de Desarrollo (BID) para elaborar programas de colonización dirigida, asegurando una asistencia alimentaria básica para los colonos pero imponiendo una serie de restricciones (prohibición de cultivar hoja de coca y la tenencia de cerdos y aves de corral por posibles transmisiones de enfermedades) lo que originó que varios colonos no acepten estas restricciones y se origine una nueva colonización espontánea.

En el contexto internacional, está el surgimiento y consolidación de los Estados Unidos como nuevo país líder en la economía mundial (después de la segunda guerra mundial) fortalecido económicamente y con una fuerte incidencia en el comercio internacional. En el contexto nacional, eso se traduce en que a partir del año 1955, los Estados Unidos reinician su ayuda al país (suspendida en la época de la revolución nacional) a través de la PL 480, por la que llegan masivamente alimentos donados, además de la ayuda militar y el apoyo a la balanza de pagos.

Otra fase que abarca este período de crecimiento es a partir del año 1964 en el que se inician los gobiernos autoritarios (gobiernos militares) que tienen una duración hasta el año 1982 cuando se retorna a la vida democrática.

En esta fase de gobiernos militares de facto se implementan diversas estrategias de desarrollo. En lo que corresponde al período de la sustitución de importaciones, sobresalen la creación de nuevos aranceles de importaciones, con tasas diferenciadas más elevadas para las importaciones de bienes terminados y tasas más bajas para las materias primas

pero sólo a cifras que apenas sobrepasan los 76 millones \$us en 1961 y 1962. En estos años, los principales productos exportados continúan siendo los minerales (estaño, plomo, zinc, antimonio, wolfram) entre un 88 % y 95 %, seguidos por el oro y plata, y en menor medida por algunos productos agrícolas como la castaña, café, cueros, goma, madera y algo de ganado vacuno (J. Taboada, 1966, p. 144).

<sup>4</sup> Las exportaciones totales aumentaron de 94 millones \$us en 1952 para luego descender hasta 64.7 millones \$us en 1958, y posteriormente tener una paulatina recuperación

y maquinaria. También se fomentan las inversiones de capital nacional y extranjero a través del tratamiento preferencial. Sin embargo, el descontrol de los gastos públicos condujo a un continuo y creciente déficit fiscal, lo que aceleró el crecimiento de la deuda externa y de la burocracia estatal.

Los sectores industriales que tienen un crecimiento durante este período son nuevamente los textiles y alimentos, a pesar de su escasa importancia relativa en la economía. Hacia 1954, las ramas industriales reunían el 78 % de la producción. En 1967, el 65 % de los establecimientos se concentraba en esas ramas. En los años posteriores (década del 70) esa diversificación se incrementa aunque siempre conservando una alta concentración de las ramas tradicionales. La diversificación industrial se dió al interior de esas ramas y en los productos químicos, derivados del petróleo, el caucho y el carbon, así como en productos de construcción y metal mecánica en general (CEPAL 1980).

La mayoría de estas industrias se ubicaban en las regiones de La Paz, Cochabamba y en menor medida Oruro, alentando un rápido proceso de urbanización y fortaleciendo los ejes económicos espaciales, aunque con el transcurso de los años y el desarrollo de ciertas actividades como el petróleo, el gas y los servicios, el eje principal de desarrollo se concentra más entre La Paz, Cochabamba y Santa Cruz (constituyendo un gran espacio en el que están comprendidos los hinterlands agropecuarios de esas mismas capitales departamentales), y en menor medida en el sub-eje que comprende a Sucre, Potosí y Oruro.

En el plano político, en el año 1969, al instalarse un nuevo régimen militar, se pretendió proseguir con la interrumpida revolución nacional, por lo que se nacionalizó a la compañía petrolera Bolivian Gulf Co. fortaleciendo así la empresa estatal de Yacimientos Petrolíferos Fiscales Bolivianos (YPFB), se estableció el monopolio de exportación de minerales a cargo del Banco Minero de Bolivia, se instalaron los hornos de fundición (Karachipampa) para transformar las materias primas y dejar de exportar minerales en bruto, y finalmente se reestructuró el aparato administrativo. En el plano político, se estableció una fuerte represión con una serie de hechos sangrientos, paralelo al surgimiento de movimientos guerrilleros (primero la guerrilla del Che Guevara en 1967 y posteriormente la guerrilla de Teoponte en 1970) que crearon una inestabilidad política-social muy fuerte.

En los últimos años de la década de los 60 y principios del 70, se establecieron una serie de gobiernos militares de muy corta duración, siendo uno de ellos de tendencia progresista (J.J. Torres) que dispuso la reposición de salarios en las minas nacionalizadas, nacionalizó la mina

Matilde, aprobó el Código Tributario, reformó el Banco Central de Bolivia y creó el Banco del Estado.

#### 4. El período del endeudamiento externo y de la exportación de las materias primas (1971-1985)

En este período de crecimiento se pueden distinguir dos fases claramente contrapuestas. Una primera, caracterizada por un auge excepcional en el sector comercial externo, y una segunda de agotamiento del modelo económico y político, que deriva en una crisis profunda en términos económicos-sociales y políticos.

Entre los años 1971 y 1978, en el gobierno del general Hugo Banzer S., el desarrollo del país se caracterizó por una excepcional bonanza en el sector externo ya que se presentaron significativos incrementos en los precios de las materias primas en el mercado internacional, especialmente de las exportaciones que cubrieron los desequilibrios físicos de la balanza de pagos.

El aumento de las exportaciones respondió tanto al alza de los precios internacionales, como a costa de la explotación de las reservas de la minería y de los hidrocarburos, lo cual significó que no se realizaron simultáneamente inversiones en la prospección y desarrollo de nuevas reservas, con el consiguiente agotamiento de las reservas existentes. Es decir, tanto la Corporación Minera de Bolivia (COMIBOL) como Yacimientos Petrolíferos Fiscales de Bolivia (YPFB) ampliaron los volúmenes y valores de exportación a costa de un deterioro en la relación producción/reservas.

El sector agrícola también participó en el auge de las exportaciones de las materias primas ya que hubo una fuerte demanda por el azúcar y algodón, lo que motivó un masivo fomento a dicha producción a través de créditos otorgados en condiciones favorables. En esta década de los años 70, se fomenta directamente a la empresa agrícola capitalista<sup>5</sup> a través de políticas favorables de créditos, precios subvencionados, otorgaciones de tierras, mano de obra asalariada y otros para que aumente la producción

<sup>5</sup> En estos años se sostenía que la demanda interna de alimentos estaba satisfecha con la producción campesina del país, por lo que la producción agrícola empresarial del oriente, en su mayoría transformada (agroindustrial), se destinaba al mercado urbano. Se habían logrado pues los propósitos de la política de sustitución de importaciones implementada años anteriores, por lo que se debería ingresar a una segunda fase caracterizada por el fomento a la exportación de productos agroalimenticios, por lo que se planteó la modernización y la ampliación de la agricultura con características capitalistas y la creación de una industria agroalimenticia procesadora de materias primas nacionales. Sin embargo, la aplicación de las medidas económicas configura la evolución hacia una agricultura capitalista exportadora.

exclusiva de exportación, y en menor medida, productos o materias primas para el mercado interno y la industria alimentaria nacional.

Así, la elevación de los precios internacionales de las materias primas generó internamente el fortalecimiento de un nuevo sector empresarial minero, el nacimiento de un empresariado agrícola ubicado en el oriente del país y la consolidación política de un régimen militar de facto que expresaba un ciclo de auge de los militares<sup>6</sup>.

Otro de los sectores que se benefició en este período fue el financiero, aspecto que dio lugar a la creación de nuevos bancos privados, además de los ya existentes bancos estatales (Banco Agrícola de Bolivia, Banco Minero y Banco del Estado). Los créditos, especialmente de éstos últimos, beneficiaron fundamentalmente a los grandes empresarios y comerciantes, a los sectores ligados a la agroindustria en Santa Cruz y a partidarios políticos del régimen *de facto*.

Según estudios de la CEPAL (CEPAL 1978), la gravitación del sector externo fue determinante en la modalidad de crecimiento de la economía boliviana. Los sectores más dinámicos fueron los vinculados a las crecientes importaciones, mientras que los sectores productores de bienes cuya relación con los suministros desde el exterior es más mediata, crecieron a un ritmo inferior.

El crecimiento económico se dio a expensas de un fluido financiamiento externo que elevó notablemente la deuda externa. Mientras en los años de 1960, el PIB creció al 5.5 %, las importaciones crecieron al 5.7 % y la deuda externa creció al 8 %. En cambio entre 1970-1978, el PIB creció a un ritmo inferior (al 5.5 %), las importaciones casi doblaron su tasa de incremento anual (más del 10 %) y la deuda externa creció al 17 % anual.

Este período también se caracteriza por la transferencia de recursos del sector público hacia las empresas privadas, y porque la política fiscal utilizó el déficit (financiado con créditos externos) con el objeto de ampliar la demanda estatal. Esto hizo que la deuda externa creciera aceleradamente. Entre fines de 1970 y 1978, la deuda externa se multiplicó por casi cinco veces su valor. En 1972 el país debía 782.1 millones de dólares y a finales del año siguiente (1973), la deuda creció a 2.102 millones \$. Entre finales de 1972 y 1978, la deuda externa se había multiplicado por casi cinco veces su valor, habiendo pagado el país

<sup>6</sup> Coincidiendo con los ciclos militares de los demás países de América Latina como Argentina, Chile, Uruguay, que se caracterizaron por la violación de los derechos humanos, la proscripción de los partidos políticos, la persecución de políticos e intelectuales, la clausura de los centros de educación universitaria, la represión a obreros, campesinos y mineros, etc.

este último año, el 60 % del valor de las exportaciones por concepto de intereses y amortizaciones.

Hacia 1978, la creciente demanda internacional de las materias primas habían disminuido, por lo tanto los ingresos del Estado también, pero no así las elevadas importaciones, lo que originó el inicio de la crisis.

La inestabilidad política generada por la crisis económica imposibilitó la aplicación de políticas económicas coherentes. Los sucesivos gobiernos resultaron breves e inconsistentes y sin tiempo para elaborar e implementar nuevos programas de desarrollo. La política consistió en implementar sucesivos paquetes de medidas económicas que comprendían reajustes de tarifas, modificaciones cambiarias, aumento en los precios de los hidrocarburos, restricciones en el gasto público y en los créditos bancarios, estancamiento en los sueldos y salarios, aumento del costo de vida, etc. Así, desde 1981 volvió a funcionar el mercado cambiario del dólar, tanto el paralelo como el oficial, con una gran discrepancia en los tipos de cambio de cada uno.

Este período se caracterizó, hasta 1985, por profundas movilizaciones populares liderizadas por el proletariado minero y las organizaciones sindicales (Central Obrera Boliviana – COB –, Confederación Sindical Unica de Trabajadores Campesinos de Bolivia – CSUTCB –, Federación Sindical de Trabajadores Mineros de Bolivia – FSTMB, entre otras), las mismas que además de reivindicar sus aspiraciones económicas y sociales, desarrollaron un papel importante en la lucha por las libertades democráticas y en el cuestionamiento permanente al mismo poder político.

Se ingresó así en un período de profundización de la crisis económica nacional (1982-1985) caracterizada por una elevada hiper-inflación (más del 8.000 % anual), una expansión del gasto y paralización de las fuentes de ingreso público, y un déficit que llegó a representar hasta el 80 % del gasto público, según algunos analistas (P. Ramos 1989).

Las principales medidas económicas implementadas por el gobierno fueron las permanentes devaluaciones, modificaciones en el encaje legal, elevación de las tasas de interés, entrega obligatoria de divisas, prohibiciones de algunos bienes de importación, incentivos a la exportación, renegociaciones de la deuda externa, suspensión del servicio de la deuda externa con la banca privada, cogestión obrero-estatal en la COMIBOL, desdolarización, reajustes salariales automáticos y varias otras más (Prudencio J. 1994).

El resultado final de esta etapa de desarrollo fue el ingreso del país en una profunda crisis económica y social, jamás vivida por la nación, caracterizada por una pérdida de capacidad del manejo de la política económica por parte del gobierno, un sector financiero y comercial-

importador que obtuvo ganancias elevadas a través de la especulación con el dólar y los bienes esenciales de consumo, una profunda crisis fiscal, incontrolables emisiones inorgánicas de la moneda nacional, desabastecimiento de los principales bienes de consumo y de materias primas, carencia de inversiones productivas, fuga de capitales y otros factores más.

En el plano político, la crisis económica se manifestó a través de una falta de credibilidad en las organizaciones político-partidistas, sobre todo las de tendencia izquierdista, con la liderización de organizaciones como los sindicatos de trabajadores, quienes impusieron sus intereses particulares antes que los intereses de la nación.

##### **5. El período del ajuste estructural: fomento a las exportaciones y al libre cambio (1985-1993)**

A mediados del año 1985, la situación económica del país fue tan insostenible que se obligó a la convocatoria de nuevas elecciones presidenciales. El nuevo partido gobernante (MNR) aplicó una serie de medidas económicas como la libertad de precios, la eliminación de las subvenciones, la liberalización del mercado de cambios a través de un bolsín, la libre contratación de trabajadores, la libre negociación de sueldos y salarios y otras medidas más que en el fondo buscaban redimensionar el papel del Estado boliviano y liberalizar la economía.

También se buscaba que el comercio exterior opere mediante la libre importación (con rebaja y uniformización de aranceles) y exportación, la venta libre de divisas y la eliminación de las restricciones al movimiento internacional de capitales. Sobresale la descentralización de las empresas estatales, la congelación de los sueldos y salarios en el sector público, la reforma tributaria basada en impuestos indirectos que gravan a los bienes y servicios con el objetivo de ampliar las recaudaciones fiscales, así como también el levantamiento de la reserva fiscal en áreas mineras y el otorgamiento de las concesiones petroleras a empresas extranjeras.

La política de ajuste económico, además de frenar el proceso hiperinflacionario y lograr la estabilización de la economía nacional, se orientó a generar las condiciones macroeconómicas para fomentar la inversión privada y extranjera, la apertura hacia el mercado externo e iniciar un proceso de privatización de la economía boliviana. Sin embargo, la aplicación de tales medidas supuso un elevado costo social a raíz, entre otros, del despido de un importante número de trabajadores de sus fuentes de trabajo y del incremento de la migración del campo hacia las ciudades. Esto significó el cada vez mayor desarrollo del sector informal en la economía nacional.

Así mismo, a raíz de la crisis en los precios internacionales de los minerales en octubre de 1985 (principalmente del estaño, principal generador de divisas), se redujo el personal de las minas nacionalizadas y de la Corporación Minera de Bolivia (COMIBOL). Esto significó el despido (relocalización) de alrededor de 30 000 trabajadores mineros. Otros sectores económicos también se vieron afectados por las medidas, como las fabricas que despidieron alrededor de 18 000 trabajadores fabriles.

Para paliar dicho costo social y atender las crecientes necesidades y demandas de los sectores sociales más pobres, tanto los organismos internacionales<sup>7</sup> como los últimos gobiernos se han empeñado en desarrollar políticas sociales que ataquen los alarmantes niveles de pobreza que se han originado en el país.

Si bien desde 1987, el PIB tiene un crecimiento paulatino (alrededor del 3 %), este es aún limitado dada la tasa de crecimiento de la población. Además, el PIB está basado fundamentalmente en el sector primario, lo cual está relacionado con la demanda heterogénea del mercado interno, el cual es limitado. Como gran parte de la población reside en zonas rurales, con economías casi de subsistencia, no tienen relevancia como compradores de productos industriales. La clase alta y parte de la clase media orientan en gran medida sus modalidades de consumo hacia productos de importación, hecho que va en desmedro de la manufactura e industria nacional.

Respecto al sector externo, las exportaciones se concentran fundamentalmente en la minería e hidrocarburos. A pesar de la crisis en el sector minero y la caída en los precios internacionales, este sector mantiene su importancia como generador de divisas. Su peso en el conjunto de las exportaciones es algo más del 50 %, seguido por los hidrocarburos (23 %), donde se destaca la exportación del gas.

De igual manera, en los últimos años existe un importante proceso de diversificación de las exportaciones. Los productos no tradicionales como la soya, maderas, artesanías, la orfebrería y otros, ocupan cada vez lugares más preponderantes en el conjunto de las exportaciones.

Respecto a la situación social, Bolivia es uno de los países latinoamericanos con mayor nivel de atraso, con carencias manifiestas en las principales necesidades básicas y seriamente afectado por situaciones de pobreza. De acuerdo con informes del Banco Mundial (1989) y el

<sup>7</sup> Es importante el flujo de recursos financieros que ingresan al país a través de la cooperación internacional. Se estima que en los últimos años se han recibido más de 428 millones de dólares, lo que permite sostener que la economía se desenvuelve en un contexto meramente artificial, en la medida en que su sector real no muestra una reactivación y crecimiento.

Fondo Internacional para el Desarrollo de la Agricultura (FIDA 1989), los indicadores sociales expresan escasa mejoría en las condiciones de vida de la población, y en algunos casos los niveles se han empeorado, especialmente en el sector rural<sup>8</sup>.

La situación se torna más grave al comprobarse, según dichos estudios, que el 90 % de la población rural boliviana es relativamente pobre, y entre un 46 % y un 73 % de la población rural es gravemente pobre, caracterizada ésta como pobreza crítica.

A la pobreza rural se debe agregar la pobreza urbana que producto de la migración a las ciudades, la ausencia de servicios e infraestructura adecuada y la falta de empleos estables se ha incrementado notablemente los últimos años. Esto ha conducido a que las familias de escasos ingresos en su conjunto, involucrando a las mujeres y niños, tengan que insertarse en actividades laborales de manera intensiva y extensiva, especialmente en el sector informal para poder generar los ingresos mínimos necesarios para su reproducción.

Así, el sector informal no solo representa importantes porcentajes en relación al empleo por segmentos de mercado, sino que además muestra, en los últimos años, una importante tendencia de crecimiento en actividades productivas (como el comercio, manufacturas, servicios, transporte), especialmente considerando los efectos del Programa de Ajuste Estructural.

Un último aspecto que es necesario resaltar en este período es el referido al crecimiento de la producción de la hoja de coca, en diversas zonas del país, pero sobre todo en el Chapare de Cochabamba, llegando a constituir la principal fuente de ingresos de las familias de esas zonas. Algunas estadísticas señalan que entre 1976 y 1982, la cantidad de cacaos creció en un 1.100 por ciento. En su época de auge, en 1985, el precio de la coca era de 600 \$us la carga, lo que significaba un rendimiento mínimo de 35.000 \$us/ha/año. Este crecimiento tiene una serie de repercusiones en el aspecto macroeconómico (cada año se calcula que entre 800 y 1.000 millones de dólares son generados por el circuito coca-cocaína) y también a nivel micro, ya que produce cambios en la producción agrícola, en la dinámica familiar de los agricultores, en las migraciones y asentamientos, en las relaciones entre las zonas de valles y trópico, en la monetización y mercantilización de la economía regional, y finalmente, en la extraversión y distorsión del desarrollo nacional.

<sup>8</sup> En estas últimas décadas, en el país existe una tendencia hacia la desruralización o descampesinización, producto de las migraciones rurales hacia los principales centros urbanos. En el censo de Población de 1950, solo el 25 % residía en las ciudades de más de 2.000 habitantes. En el censo de 1976, ese porcentaje se ubica en el 43 %, y en 1988 en el 51 %. Para 1992, ese índice sube al 57.5 %.

Finalmente, hay que concluir que en los últimos años, el nuevo gobierno nacional pone más énfasis en el desarrollo sostenible y el medio ambiente y complementa el programa de desarrollo económico neo-liberal a través de la promulgación de una serie de leyes y anteproyectos de leyes que tienden a redimensionar el papel y la función del Estado boliviano. Se promulgan así la Ley de Capitalización, la de la Participación Popular, la de la Reforma Educativa y el anteproyecto de Ley de Tierras.

#### REFERENCIAS BIBLIOGRÁFICAS

- ALMARAZ S., *El poder y la caída*, Ed. Los Amigos del Libro, Cochabamba, Bolivia, 1967.
- BLANES J., FLORES G., *¿A dónde va el Chapare?*, Ed. El Buitre – CERES, Cochabamba, Bolivia, 1984.
- Comisión Económica para América Latina, CEPAL, *Análisis y Proyecciones del Desarrollo Económico*, Ed. CEPAL, México, 1958.
- Comisión Económica para América Latina, CEPAL, *Estudio Económico de América Latina*, Mimeo, Santiago, Chile, 1980.
- Centro de Estudios de la Realidad Económica y Social, CERES, *La Formación del Espacio en Bolivia*, Mimeo, La Paz, Bolivia, 1981.
- Centro de Estudios y Proyectos, CEP, *Estrategia de Acción Institucional*, Documento de trabajo, La Paz, Bolivia, 1994.
- DANDLER J., *El Desarrollo de la Agricultura, Políticas Estatales y el Proceso de Acumulación en Bolivia*, Mimeo, La Paz, Bolivia, 1981.
- GRIESHABER E. P., *Survival of Indian Communities in Nineteenth Century Bolivia*, The University of North Caroline at Chapel Hill, Ann Arbor an Michigan, USA, 1977.
- KLEIN H. S., *Orígenes de la Revolución Boliviana*, Ediciones La Juventud, La Paz, Bolivia, 1968.
- LOHMANN G., *El gobierno de los Naturales del Perú hasta la creación de los corregidores de Indios*, Estudios Americanos, Sevilla, España, 1956.
- LOPEZ R. E., *Esquema de la historia económica de Bolivia*, Oruro-Bolivia, 1955.
- MITRE E., *Los Patrones de la Plata*, Edic. del Instituto de Estudios Peruanos, Lima-Perú, 1981.
- Ministerio de Industria y Comercio, *El sector agroindustrial de los países del Grupo Andino 1968-1977*, Mimeo, La Paz, Bolivia, 1978.
- NIEKERK N. Van, *La Cooperación Internacional y la Persistencia de la Pobreza en los Andes Bolivianos*, Edic. UNITAS-CEBEMO, La Paz, Bolivia.
- PRUDENCIO B. J., *Las agroexportaciones y su incidencia en el desarrollo Nacional*, (Mimeo), La Paz, Bolivia, 1994.
- RIJNHOUT L., OOMEN J., *Mala Leche: Una historia amarga de desarrollo en el Chapare*, Edic Cedoin, Cochabamba, Bolivia, 1994.
- TABOADA C. de la B. José., *Economía Boliviana*, La Paz, Bolivia, 1966.
- URIOSTE M., *La Segunda Reforma Agraria* (Mimeo), La Paz, Bolivia, 1986.

WHITEHEAD L., *El Impacto de la Gran Depresión en Bolivia*, Edic. Estudios Andinos, Lima, Perú, 1972.

ZABALETA R. M., *El desarrollo de la Conciencia Nacional* (Mimeo), Cochabamba, Bolivia, 1967.